

11825

ORGANISATION POUR LA MISE EN
VALEUR DU FLEUVE SENEGAL
(O.M.V.S)

CELLULE D'EVALUATION ET DE
PLANIFICATION CONTINUE

HAUT COMMISSARIAT

DDC (17).57

LE RESUME DE L'EXECUTION DES TRAVAUX DE LA CEPC
(mai 1984 à décembre 1985)
LE PROGRAMME ANNUEL DE TRAVAIL 1986 ET LES PERSPECTIVES DE LA
CELLULE D'EVALUATION ET DE PLANIFICATION CONTINUE
DE L'OMVS

Note à l'attention de la Revue Tripartite
OMVS - PNUD - DTCD
dans le cadre du Projet RAF 81/059
co-financé par la GTZ/RFA
(du 14 avril 1986)
et à la
réunion OMVS - PNUD - DTCD - GTZ - USAID
(du 15 avril 1986)

Dakar, 15-16 Avril 1986

INTRODUCTION

- 1 - La dernière revue tripartite OMVS/PNUD/DTCD - RAF 81/059 (Assistance à la planification continue et support institutionnel à l'OMVS) s'était tenue à Dakar les 21, 22 et 25 juin 1984. Elle avait été suivie de la réunion quadripartite, associant entre autre la GTZ, partie prenante au financement de la C.E.P.C et l'USAID.
- 2 - Ces réunions s'étaient tenues après une "mission diagnostic" effectuée en Avril 1984, portant sur le fonctionnement, le programme, les bases méthodologiques, les études prioritaires, et les objectifs de la CEPC.
- 3 - Au terme de cette mission de nouvelles orientations du fonctionnement, des termes de référence et du programme d'activités de la CEPC avaient été proposées par les Consultants. Ces propositions ont été adoptées par les réunions mentionnées ci-dessus.
- 4 - La vocation de la CEPC ainsi redéfinie dans le cadre des objectifs assignés à l'OMVS, se résume en :
 - a) assistance dans la coordination régionale et l'harmonisation des travaux effectifs à la conception et à la mise en oeuvre du système de pilotage du programme de l'O.M.V.S ;
 - b) assistance dans la synthèse globale de l'expérience commune de la dynamique du développement et des grands problèmes identifiés ;
 - c) assistance dans l'animation d'une structure de réflexion et de concertation chargée d'approfondir les solutions et recommandations et d'en suivre la mise en application.
- 5 - A ce titre, ses activités sont orientées principalement sur :
 - la réflexion méthodologique
 - la centralisation et la mise en forme de l'information disponible,
 - l'identification de l'information manquante et la recherche de celle-ci,
 - la gestion, le traitement et la mise à jour de cette information.
- 6 - Lors des réunions du 10 et 25 avril entre l'OMVS, le PNUD et le DTCD les problèmes relatifs au support institutionnel à la transmission des rapports techniques et du rapport semestriel ont été largement débattus.

LE RESUME DE L'EXECUTION DU PROJET DE MAI 1984 A DECEMBRE 1985

- 7 - Trois rapports semestriels d'activités : Mai - Décembre 1984 ; Janvier - Juin 1985 ; Juillet - Décembre 1985 font pour chacune de ces étapes un compte rendu général de l'exécution du projet. Cette note fait une présentation synthétique de l'état d'exécution des lignes d'activités.
Les documents élaborés et déjà communiqués donnent des indications plus exhaustives.

7 . LE PERSONNEL DE LA C.E.P.C.

8 - DESCRIPTION DU POSTE	NOM DU TITULAIRE ET NATIONALITE	DATE DE PRISE DE SERVICE	RESIDENCE	FINANCEMENT DU POSTE
Chef de Projet (Economiste - Planificateur)	Assane DIOP (Mauritanienne)	05 / 1984	DAKAR	RAF 81/059
Administrateur	Modou AMAR (Sénégalaise)	10 / 1983	DAKAR	" "
Conseiller technique (Expert Agro/GR)	Christian HAGEN (Allemande)	11 / 1982	DAKAR	GTZ
Expert Economiste (Coord.Base Techn)	E. Mamadou MANKA (Sénégalaise)	01 / 1982	ST-LOUIS	"
Expert Géographe	S. Mohamed SECK (Sénégalaise)	06 / 1982	"	"
Expert Génie Rural	Gnilane SENGHOR (Sénégalaise)	06 / 1982	"	"
Expert Informaticien	P. Moussé SARR (Sénégalaise)	07 / 1982	DAKAR	"
Expert Agronome	Ibrahima SIDIBE (Maliénne)	04 / 1984	ST-LOUIS	"
Contrôleur d'enquêtes	(4 sénégalais et 1 malien)	06 / 1982	ST-LOUIS	RAF 81 / 059
" "	(2 Mauritanien)	06 / 1982	"	GTZ
Comptable	Gabriel KANDE (Sénégalaise)	1982	DAKAR	"
Secrétaire	Isabelle D. SARR (Sénégalaise)	1982	"	RAF 81 / 059
Secrétaire	Marième CISSE (Sénégalaise)	06 / 1982	ST-LOUIS	GTZ
Agent Administratif	Diana DIAKHATE	05 / 1983	"	"
Plantons	2	1983	DK S.LOUIS	"
Gardien	1	1982	ST-LOUIS	"
Chauffeurs	5	DAKAR (2) ST-LOUIS (3)		4 RAF 81 / 059 1 GTZ

- 9 - Des réunions périodiques de programmation-coordination organisées alternativement à Dakar et à Saint-Louis permettent de définir le programme et le planning mensuel de travail pour rationaliser l'utilisation des ressources humaines et des moyens logistiques d'une part, et d'autre part, de discuter les bases méthodologiques, les schémas de saisie et les résultats, dans une perspective pluridisciplinaire.

Pour la période considérée la cohésion de l'équipe et le caractère interdisciplinaire des travaux de la Cellule ont été renforcés, permettant par ailleurs de rattraper un certain retard sur la publication des résultats des campagnes agricoles. Pour la période à venir un accent particulier est mis sur l'amélioration constante des documents et des approches méthodologiques en vue de la préparation d'une base solide pour la planification régionale, outil du pilotage du développement intégré et donc de la concertation nécessaire entre les différents partenaires : Etats, populations, OMVS et bailleurs de Fonds.

LES ACTIVITES PROGRAMMEES ET REALISEES

- 10 - Depuis sa création les activités de la Cellule d'Evaluation et de planification Continue ont été axées principalement sur l'évaluation des performances de la culture irriguée dans le bassin du fleuve Sénégal.
L'accumulation de l'expérience commune des Etats de l'OMVS dans la phase initiale d'introduction et d'adoption de la culture irriguée, aux systèmes agraires du Bassin, permet de proposer les ajustements nécessaires, des systèmes d'aménagement, d'organisation sociale, d'exploitation-production et de culture, aux exigences d'un développement à grande échelle de l'agriculture irriguée (double culture et rythmes d'aménagement élevés) dès la mise en service des barrages de DIAMA et de MANANTALI.

11 - Les bilans des campagnes agricoles

Le suivi-évaluation des performances de la culture irriguée est fait par la collecte exhaustive des données de superficies et de production, de l'équipement agricole et hydraulique, d'approvisionnement, d'organisation de la production et des contraintes rencontrées pendant le procès de production sur l'ensemble des périmètres et pour toutes les campagnes.

L'importance des données recueillies ont conduit à la création d'une banque informatisée pour assurer la rapidité de traitement et d'exploitation, la mise à jour des données et un accès opérationnel aux utilisateurs.

Les rapports de campagnes agricoles résultent de l'analyse des données ainsi traitées, et mettent à jour les facteurs négatifs et les progrès dans la maîtrise de la technologie de la culture irriguée.

les rapports relatifs aux campagnes agricoles 1982/83 et 1983/84 sont disponibles, de même que le draft des campagnes 1984/85.

La recherche de la précision des rendements a amené la C.E.P.C à donner son appui à la mesure des rendements par un sondage

aléatoire, depuis deux ans à la SAED, et aux périmètres non encadrés du delta de la rive droite au cours de la dernière campagne d'hivernage.

Il a été engagé une analyse multifactorielle des rendements de l'hivernage 1985/86 pour mieux définir la typologie des rendements et les facteurs les influençant.

Dans ce cadre également un suivi des "itinéraires techniques" entrepris sur les rives gauche et droite, au cours de la campagne d'hivernage 1985, permettra de mesurer le degré de maîtrise des paquets techniques vulgarisés par les Organismes nationaux de développement, notamment le respect du calendrier cultural, les pointes des travaux agricoles et les moyens utilisés à les résoudre. L'ensemble de ces interrogations recherchent à identifier les contraintes au passage à la double culture irriguée.

A l'occasion de l'étude sur la "dynamique de la culture irriguée" une banque de données sur les aménagements hydro-agricoles a été reconstituée couvrant la période de 1975-1984. Dorénavant cette banque s'enrichit annuellement après chaque bilan de campagne.

12 - Bilan annuel des rythmes d'aménagement

Un recensement général de tous les aménagements hydro-agricoles équipés en maîtrise complète de l'eau dans l'ensemble du bassin du fleuve Sénégal avait été effectué avec des "fiches signalétiques" pour saisir les caractéristiques essentielles de chacun d'eux.

Annuellement le recensement des aménagements nouveaux est entrepris pour déterminer le rythme annuel des superficies aménagées selon le type, la zone géographique, les intervenants et le mode d'encadrement.

Une carte pour visualiser la localisation des aménagements est jointe à la notice explicative des superficies en service.

La connaissance précise des capacités d'aménagement, constitue une base de projection réaliste de la planification des aménagements des Etats.

C'est cette préoccupation qui avait conduit la CEPC à entreprendre en 1984 et 1985, le lever topographique des périmètres privés ou sans encadrement du delta rive gauche et rive droite, pour cerner de près la réalité des capacités d'aménagement et de mise en exploitation.

En juillet 1985 pour l'ensemble du Bassin la superficie nette irriguable représentait 42234 ha dont 7925 ha pour l'agro-industrie et la recherche agronomique. Les 34209 ha de la culture vivrière irriguée sont encore très faible eu égard aux exigences de la disparition de la crue artificielle (100.000 ha nets en 1990) et à l'objectif de réduction des déficits vivriers au niveau national et sous-régional.

Les superficies aménagées au Sénégal représentent 80 %, en Mauritanie 19 % et au Mali 1 %.

L'analyse des coûts des périmètres de LAMPSAR et de DEBI a été confiée à des collaborateurs nationaux de même que les pré-enquêtes sur l'insertion des émigrés définitivement revenus dans l'économie de la vallée et la synthèse "des Aspects fonciers et organisationnels". Au cours de l'année 1985, les consultations internationales sont constituées par la consultation technique du conseiller inter-régional du DTCD, juillet et d'un consultant junior pour "l'application de la méthode "des Effets" sur les périmètres de la délégation de Bakel et des périmètres de NDOMBO-THIAGO.

Des consultations internationales programmées pour l'année 1985 ont dûes être décalées sur l'année en cours pour des raisons techniques et d'opportunité.

Trois consultants nationaux sont recrutés à cheval sur 1985 et 1986 étant donné la nature du domaine (rue et cultures de décrue) et des moyens d'approches (photos satellites).

Ces activités qui ont démarré sont prises en compte au titre du programme 1986.

2.1 - Conclusion sur la période mai 1984 à décembre 1985

Au plan du fonctionnement interne, l'esprit d'équipe s'est renforcé et l'intégration des disciplines pour une approche globale des problèmes de développement s'est également accentuée. Les outils de travail ont été adaptés à la pluridisciplinarité et aussi des points saillants du processus de développement agricole qui demeure jusqu'à présent le secteur le plus développé du programme global de l'OMVS.

La collaboration - concertation avec les services chargés du suivi et de l'évaluation des sociétés Nationales de développement et avec les structures de recherches et d'études, a été permanente.

Cette concertation est nécessaire pour l'harmonisation des programmes afin d'éviter les duplications, pour comparer les données et les idées à partir des bases méthodologiques et s'est mieux concrétiser à travers certaines activités communes.

Au plan de l'exécution des programmes de travail un effort collectif a été fait, ce qui a permis par ailleurs de publier certains résultats. La faiblesse majeure se situerait dans la non exploitation totale des données collectées. L'instauration de fichiers sectoriels ou de banques de données par secteur économique gérés par informatique permettra à court terme de remédier à cette insuffisance.

De même qu'une amélioration de la capacité d'analyse des Experts nationaux par la mise en place d'un programme de formation de courte durée (en cours d'emploi) serait de nature à accroître la capacité globale de la CEPC à s'adapter rapidement aux changements en cours dans le Bassin du Fleuve Sénégal.

Au plan les faits marquants du développement agricole il apparaît que la période est à cheval entre une année de faible hydrologie (1984) qui a fait penser à des scénarios de crise dans la gestion de l'eau et la dernière année sans être bonne peut être considérée comme moyenne.

La fermeture de la digue de bouchure de DIAMA en fin 1985, en dépit de l'expérience du bouchon de KHEUNE, pré-figuré de ce qui pourra être du développement agricole et autorise de nouveaux axes de réflexion par rapport aux expérimentations nouvelles à envisager.

Mise à part l'OVSTM qui jusqu'à présent ne bénéficie pas du concours financier des bailleurs de fonds, les ajustements institutionnels de la SAED (mise en exécution de la première année de la deuxième lettre de mission) et de la SONADER (programme d'assistance institutionnelle de la B.M 1984-1986) ont contribué aux résultats satisfaisants réalisés.

Les orientations nouvelles définies ou en cours, par les Etats, pouvant se résumer en son désengagement des fonctions en amont et aval de la production végétal pour une responsabilisation accrue des producteurs d'une part et d'autre part, permettre le développement des initiatives privées qui seront motivées par la vérité des prix d'exploitation et de production amorcée depuis 1984, changeront à court terme l'environnement général du développement de l'agriculture.

Le rapport entre le relèvement des prix aux producteurs (1984-1985) et le faible taux de commercialisation du paddy dans le delta sénégalais peut être à ce titre significatif.

Sans atteindre les rythmes annuels d'aménagement prévus (à cause des régressions de superficies en service et des contraintes techniques et financières) ceux-ci augmentent régulièrement de près de 2500 ha/Ha. Les adaptations de la conception des aménagements et la définition de normes techniques contribueront à court terme à l'augmentation des superficies aménagées. (voir rapport sur "les orientations et objectifs de la planification du développement Régional intégré).

Beaucoup de paramètres, notamment la baisse des taux de sinistre et l'augmentation des rendements, permettent de constater un degré de maîtrise de la technologie de la culture irriguée. La possibilité de la double culture dans le delta où les superficies relativement grandes par exploitant pourraient désormais améliorer la situation économique des aménagements hydro-agricoles qui ne génèrent pas encore un revenu monétaire suffisamment incitateur (le bilan de campagne 1985/1986 devrait mieux nous éclairer sur la question).

La mise en place progressive des bases, du développement des orientations, des procédures et des structures de planification régionale du Bassin est amorcée. Cette planification sera basée principalement sur le décollage d'échelle de la culture irriguée qui conditionnera le développement des autres secteurs. La CEPC a largement contribué au démarrage de la cellule de planification du Sénégal au niveau de l'élaboration de son programme d'activité, et des groupes d'études constitués. Il est envisagé de faire le même travail au niveau du Mali et de la Mauritanie pour une consolidation du cadre institutionnel de planification existant.

Les enquêtes de la CEPC sont étroitement liées au calendrier cultural et le report successif et la non-teneur de la revue tripartite en 1985, ont occasionné un retard important dans le

x démarrage effectif de certaines activités. Par ailleurs, une certaine lenteur et rigidité administrative entrave le paiement au bon moment des enquêteurs qui doivent souvent, rester plusieurs ? dans la vallée sans ressources. En conséquence, une accélération des procédures est nécessaire et souhaitable.

PROGRAMME DE TRAVAIL - 1986

- 2.2 L'année 1986 représente pour l'équipe de la Cellule d'Evaluation et de Planification Continue de l'OMVS une année de croisière par rapport à la mise au point des outils de travail à la définition des bases méthodologiques adaptables aux mutations en cours, à la détermination des domaines et champs de travail qui doivent être fonction des grands problèmes liés aux barrages et enfin la mise à disposition de l'information dans des délais très court.
- 2.3 Les nouvelles conditions hydrologiques engendrées par DIAMA, la relative amélioration de la pluviométrie de l'hivernage 1985 et la crue font de 1986 une bonne base de référence pour la seconde phase du développement agricole du Bassin du Fleuve Sénégal. C'est cette constatation qui est à la base de la nécessité d'une évaluation exhaustive des superficies inondées et des superficies cultivées en décrue en 1985 par l'utilisation de la télédétection d'une part et d'autre part d'une synthèse pluri-annuelle globale de l'expérience de la culture irriguée.
- 2.4 Le programme de travail 1986 qui sera examiné au cours de la présente revue, toujours axé sur la consolidation des bases d'Evaluation du développement agricole et du processus de planification régionale, comporte :

a) Les activités permanentes

- évaluation et suivi des performances de la culture irriguée.
L'approche intégrée de la collecte et de l'analyse des résultats doit permettre une amélioration de la qualité de cette activité. De même que la mise en place prochaine d'un micro-ordinateur doit permettre une publication rapide des résultats. Cette activité valorisera les observations qualitatives directes pour prendre en compte les changements.
- évaluation et suivi des capacités d'études des SND, et les rythmes d'aménagements Les portefeuilles des Etudes seront gérés par ordinateur, ce qui permettra le suivi des passages APS - APD - EXECUTION. Le recensement des aménagements nouveaux intégrera les données des superficies non productibles et les causes. Il peut être envisagé la mise à la disposition des utilisateurs pour la planification spatiale notamment des cartes de localisation plus précises par l'utilisation des photos "SPOT"
- suivi de l'évolution des coûts d'aménagement - d'exploitation de production.

L'analyse des coûts d'aménagement du gorgol noir compte tenu de sa spécificité de conception viendra compléter les analyses déjà réalisées - l'expérimentation de la petite et moyenne mécanisation. OMVS/TALIMPIANTI sera suivie en collaboration avec la DAA/DDC.

Les coûts d'exploitation et de production seront suivis à partir d'observatoires que constituent les SUMA/CUMA, des appels d'offres pour les façons mécaniques effectués par des entreprises de service des fichiers informatisés pour le suivi de l'évolution des prix. Le bilan de l'application de la méthode des Effets déterminera la poursuite ou l'arrêt de cette approche ou encore sa simplification.

b) Planification

Elle se résumera au suivi des études complémentaires envisagées dans le cadre du Projet Planification et Développement (PPD) OMVS/USAID et à la coopération avec les structures nationales de Planification et de Suivi dont celle du Sénégal a démarré réellement au début de l'année en cours. (document ER/CC/85-4 sur la planification régionale du développement intégré du B.F.S ainsi que document "orientation et objectifs de la planification du développement Régional intégré".

La planification du développement régional intégré aura comme défi de faire en sorte que le programme de l'OMVS ne renforce pas la dépendance et extraversion des économies nationales en visant l'intégration économique et le développement intersectoriel.

c) les activités ponctuelles (voir programme annuel 1986)

La CEPC fera appel à l'expertise internationale et nationale pour la réalisation de certaines de ses activités.

d) SEMINAIRES

Le séminaire sur la conception, la réalisation, la maintenance et les coûts des aménagements auparavant programmé pour 1985 se tiendra à Dakar du 21 au 24 avril 1986. Son décalage s'explique par la nécessité d'une bonne préparation au regard des objectifs qui lui sont assignés et du retard accusé par les contributions des différents intervenants dans le système d'aménagement.

Il est en outre envisagé une table ronde au mois de mai, sur la problématique foncière dans le développement du Bassin du Fleuve Sénégal, autour des rapports par Etats des Etats-membres regroupant chercheurs, juristes et "développeurs".

e) FORMATION

Pour renforcer la capacité d'analyse des experts nationaux, il est proposé l'élaboration d'un programme de formation de courte durée. La formation pour les contrôleurs d'enquêtes est aussi envisagé surtout au centre de N'DIAYE.

2.4 BUDGET

- Une proposition de dépenses de la ligne "enquêteurs" (1742) est annexée au programme de travail. Elle se chiffre à environ 12 millions de F CFA. Elle prend en compte le dépouillement des enquêtes réalisées en 1985, les enquêtes à entreprendre au cours de cette année. Le salaire mensuel d'un enquêteur fixé à 60.000 F CFA

par mois depuis 1981 est porté à 75.000 F CFA compte tenu du coût élevé de la vie dans les villages. Cette amélioration du salaire tout en créant une motivation supplémentaire pour cette catégorie de personnel temporaire correspondrait aux différents relèvements des salaires du personnel géré par le PNUD.

Le niveau du financement du projet RAF 81 - 059 dont relèvent cinq(5) contrôleurs d'enquêtes sur sept (7) ne pouvant prendre en charge les frais de déplacements de ces agents de terrain et aussi des chauffeurs il avait été institué en avril 1983, la forfaitisation des frais de déplacements aux taux mensuels de 50.000 F CFA/mois.

Comme pour les précédents, le coût de la vie nous amène de proposer le relèvement de ce taux à 75.000 F/ mois, afin de permettre des séjours prolongés de ces agents.

Au cours de l'année 1984, un des quatre véhicules de terrain dont dispose la CEPC et affecté à Kayes pour l'exécution du programme de travail du Haut Bassin s'est accidentellement brûlé. Les procédures d'assurance se sont étirées et c'est récemment qu'un chèque d'environ 3.500.000 F CFA a été remis en compensation du sinistre subi.

Au cours de l'année 1985, lors d'une mission DFPH/PECTA un autre véhicule s'est renversé près de NOUAKCHOTT. Bien que réparé, ce véhicule accuse encore beaucoup de défauts mécaniques entraînant les réparations fréquentes.

En fin Mars, un troisième véhicule tout terrain s'est accidenté lors d'une mission dans le Haut Bassin.

La base technique de Saint-Louis ne dispose plus que d'un véhicule tout terrain.

2.5 ANNEXES

1. Propositions de dépenses de Matériel et Equipement
2. Inventaire du Matériel acquis

2.6 LES PERSPECTIVES DE LA CEPC

La création par l'OMVS de la cellule d'Evaluation et de Planification Continue est fondée sur une des recommandations de l'étude Socio-Economique du Bassin du Fleuve Sénégal. Entreprise de 1976 à 1980, celle-ci a été une contribution importante pour une meilleure connaissance de la géographie physique et humaine du Bassin, mais surtout du développement de la culture irriguée dans sa période d'introduction. Elle a contribué par ailleurs à affermir les thèses favorables à l'édification de l'infrastructure de première génération de l'OMVS. D'autres recommandations qui s'inspirent des échecs des projets passés ont recommandé la création de structures de suivi-évaluation - Planification dans le cadre des projets afin de créer les bases d'accumulation de l'expérience commune.

Le financement de la CEPC a été assuré pour partie par DTCD/PNUD et pour partie par la GTZ/RFA pour une durée de 5 ans. Ce premier cycle correspondant à la durée de construction du barrage de DIAMA mais aussi à la phase d'introduction de la culture irriguée.

1986 est la dernière année de ce cycle de financement, en même temps que les conditions nouvelles pour un développement à grande échelle de l'agriculture irriguée se mettent en place.

L'utilisation de la CEPC peut-être considéré comme faite dans une proportion importante. Dans les années à venir l'expérience ainsi accumulée sera plus utile pour la mise à jour des données qui doivent contribuer aux choix à opérer dans le pilotage du développement régional intégré du Bassin du Fleuve Sénégal.

Il est par conséquent opportun d'envisager dès à présent les voies et moyens pour le financement du fonctionnement de la cellule d'Evaluation pour un cycle de 5 ans.

Dans cette deuxième phase la CEPC propose le renforcement de ses instruments actuels de suivi-évaluation par l'utilisation de la télédétection SPOT/LANDSAT¹⁾ et l'assistance dans la mise en place d'un mécanisme de planification régional telque présenté à la 17ème réunion du comité consultatif reposant sur l'élaboration avec les cellules nationales des 4 schémas directeurs sectoriels indiqués aussi dans le rapport semestriel (juillet - décembre 1985).

En vue de la préparation de cette base de la planification régionale, la CEPC pourrait en 1986 assister la synthèse de l'ensemble des informations et analyses générées par les directions de l'OMVS, les C.A.B nationales, les S.N.D et autres structures de recherches ou d'Etudes. Cette information serait très utiles aux Etats pour la préparation du programme de pré-investissement surtout si elle est adéquatement vulgarisée.

1) une approche expérimentale

ANNEXE 1

PROPOSITIONS DE DEPENSES
(Matériel et Equipement)

DESIGNATION	Nbre	Prix H.T	OBSERVATIONS
climatiseurs	2		2 CV pour salle ordinateur et 1,2CV pour salle repro graphie à St-Louis
Bureau	1		Pour Agent Haut Bassin)
Fauteuil "Exécutive"	1		Pour Agent Adminis) tratif
Fauteuils "visiteurs"	2		" "
Armoires de classement	5		Contrôleurs enquê- tes